



ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement
construction de quatre bâtiments d'élevage de volailles
sur la commune de Sainte-Flaive-des-Loups (85)

La préfète de la région Pays de la Loire
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté de la préfète de région n° 2018/SGAR/DREAL/2 du 10 janvier 2018 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2018-3000 relative au projet de construction de quatre bâtiments d'élevage de volailles sur la commune de Sainte-Flaive-des-Loups, déposée par madame Titiana LE GUEN et considérée complète le 30 janvier 2018 ;

Considérant que le projet porte sur la construction de quatre bâtiments d'élevage de volailles de 154 m² chacun (de type tunnel) auxquels sera associé un parcours à l'air libre de 2,4 hectares et nécessitera la création d'un chemin de 1 700 m² pour la desserte des poulaillers ;

Considérant que le projet est situé en zone agricole (A) du plan local d'urbanisme de la commune dont le règlement ne prévoit pas de restriction particulière pour ce type de projet à vocation agricole ;

Considérant que le secteur de « la Gobinière » d'implantation du projet, constitué de prairies naturelles, se situe au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 « Bocage à chêne Tauzin entre Les Sables d'Olonne et La Roche-sur-Yon », et qu'à ce titre il convient de tenir compte de la présence d'arbres et de haies à proximité concernés par des abattages ponctuels pour la création du chemin et des enjeux associés en fonction de la période retenue pour la durée des travaux estimée à un mois ;

Considérant que le projet fait par ailleurs l'objet d'une déclaration au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et que dans ce cadre le porteur de projet est notamment tenu de prendre en considération la présence de tiers dans la conduite de son exploitation pour ce qui relève, le cas échéant, des nuisances vis-à-vis des riverains, ainsi que les aspects relatifs à la maîtrise de la pression azotée et phosphorée liée aux fientes de volailles sur les espaces de parcours ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de construction de quatre bâtiments d'élevage de volailles sur la commune de Sainte-Flaive-des-Loups, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :


Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Titiana LE GUEN et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le 20 FEV. 2018

Le directeur adjoint,



Philippe VIROULAUD

Délais et voies de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Madame la préfète de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Madame la préfète de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cédex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).